

Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
(COMMUN A TOUS LES LOTS)**

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1° du Code de la Commande Publique

Procédure N°GHT-2024.13

**MISSION DE PROGRAMMATION ET D'ASSISTANCE A LA
MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA CONSTRUCTION DE 80 LITS
D'HOSPITALISATION TEMPS PLEIN ET UN HOPITAL DE JOUR EN
PSYCHIATRIE ADULTE (LOT 1) ET POUR LA REHABILITATION
D'UN BATIMENT EN LIEU CULTUREL (LOT 2)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 OBJET	5
1.2 ALLOTISSEMENT	5
1.3 PROCEDURE	5
1.4 FORME DU MARCHE PUBLIC ET DES PRIX	5
1.4.1 <i>Forme du marché public</i>	5
1.4.2 <i>Forme des prix du marché public</i>	5
1.5 OPTIONS	5
ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE, DELAIS D'EXECUTION	5
2.1 DUREE	5
2.2 DELAIS D'EXECUTION	6
2.3 PROLONGATION DES DELAIS	6
ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS DU MARCHE.....	6
3.1 L'ETABLISSEMENT PARTIE	6
3.2 LE TITULAIRE	6
3.3 LA CO-TRAITANCE	7
3.4 LA SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 5 - LIVRABLES DU MARCHE PUBLIC	8
ARTICLE 6 - MODIFICATIONS/ARRET DES PRESTATIONS.....	8
6.1 MODIFICATIONS DES PRESTATIONS	8
6.2 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 7 - ORGANISATION ET SUIVI.....	8
7.1 REUNION DE CADRAGE	8
7.2 AUTRES REUNIONS.....	8
7.3 DEPLACEMENTS.....	8
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
8.1 ORDRES DE SERVICE	9
8.2 REMISE DES LIVRABLES	9
8.3 LIEU DE LIVRAISON DES LIVRABLES.....	9
8.4 TRANSPORT	9
ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 10 - TRANSFERT DE PROPRIETE	10
ARTICLE 11 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	10
11.1 FORME DES PRIX	10
11.1 PRIX DE REFERENCE.....	10
11.2 VARIATION DES PRIX	10
ARTICLE 12 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	11
12.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
12.2 CONDITIONS DE REGLEMENT	11
12.2.1 <i>Mode et délai de paiement</i>	11
12.2.2 <i>Comptable</i>	12
12.2.3 <i>Changement de taxes</i>	12
12.2.4 <i>Nantissement</i>	12
12.2.5 <i>Retenue de garantie</i>	12
12.2.6 <i>Avance</i>	12
12.2.7 <i>Acomptes</i>	13
12.2.8 <i>Décompte final</i>	13

ARTICLE 13 - PENALITES	13
13.1.1 <i>Pénalités de retard</i>	13
13.1.2 <i>Pénalités diverses</i>	13
ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
14.1 RELATIVES A L’OBJET DU MARCHE PUBLIC	14
14.2 RELATIVES A LA COMPOSITION DE SON EQUIPE.....	14
14.3 RELATIVES AUX CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	15
14.4 RELATIVES AU COMPORTEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	15
14.5 RELATIVES A L’ENVOI REGULIER DES DOCUMENTS FISCAUX	15
ARTICLE 15 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 16 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	16
16.1 DEFINITIONS	16
16.2 UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
16.2.1 <i>Etendue de la cession</i>	17
16.2.2 <i>Exploitations</i>	17
16.2.3 <i>Cession à un tiers</i>	18
16.2.4 <i>Rémunération</i>	18
16.2.5 <i>Garanties</i>	18
16.2.6 <i>Droit moral</i>	18
ARTICLE 17 - ASSURANCE	18
ARTICLE 18 - EXECUTION PAR DEFAULT	19
ARTICLE 19 - RESILIATION	19
ARTICLE 20 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	19
ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT «Haute-Bretagne».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- le **CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE).**

Seul l'établissement suivant est concerné par le présent marché public :

- **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER DE RENNES.**

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte de l'établissement partie, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de l'établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de l'établissement partie. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) «Haute-Bretagne».

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

La présente consultation a pour objet une mission de programmation et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la construction de 80 lits d'hospitalisation temps plein et un hôpital de jour en psychiatrie adulte (lot 1) et pour la réhabilitation d'un bâtiment en lieu culturel (lot 2).

Ainsi, le marché a pour objet de définir le contenu de la mission confiée à un Programmiste en vue de l'élaboration de Programmes Techniques Détaillés (PTD) pour :

- La construction neuve de 80 lits d'hospitalisation temps plein de psychiatrie adulte ainsi qu'un Hôpital de Jour sur le site principal du CHGR. Ce bâtiment doit accueillir la filière Rétablissement et sera à destination de la psychiatrie du sujet âgé,
 - La réhabilitation d'un bâtiment existant en lieu culturel,
- ainsi que de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des consultations de maîtrise d'oeuvre.

1.2 Allotissement

La présente consultation est allotie et comporte deux lots :

- Lot 1 : Construction de 80 lits d'hospitalisation temps plein et un Hôpital de Jour en Psychiatrie Adulte : Filière rétablissement et psychiatrie du sujet âgé (Bâtiment SP1) ;
- Lot 2 : Réhabilitation d'un bâtiment existant en lieu culturel (Bâtiment SP56).

1.3 Procédure

Il s'agit d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1° et R2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

1.4 Forme du marché public et des prix

1.4.1 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4.2 Forme des prix du marché public

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire fixé à l'acte d'engagement.

1.5 Options

Au sens du droit communautaire, l'option est la suivante :

- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION

2.1 Durée

Le marché public est d'une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à l'admission sans réserve des prestations.

2.2 Délais d'exécution

Chaque lot comprend les phases suivantes :

- Phase 1 : Elaboration du programme (Pré-programmation, études de faisabilité, Programme fonctionnel et technique détaillé) ;
- Phase 2 : Assistance au maître d'ouvrage pour la désignation du maître d'œuvre.

Les délais prévisionnels d'exécution sont les suivants.

Lot 1 :

- Elaboration du programme : de Mars 2025 à Mars 2026.
- Assistance pour la désignation du maître d'œuvre : de Mars 2026 à Novembre 2026.

Lot 2 :

- Elaboration du programme : de Mars 2025 à Août 2025
- Assistance pour la désignation du maître d'œuvre : de Août 2025 à Mai 2026.

Les prestations de la phase 1 démarrent à la date de notification du marché public au titulaire.

Les prestations de la phase 2 démarrent à compter de l'ordre de service prévoyant le démarrage de la phase.

Ces délais d'exécution doivent inclure les délais de validation de la maîtrise d'ouvrage qui sont au maximum de :

- 30 jours pour la phase 1 (acceptation du PFTD) ;
- 15 jours pour la phase 2 (acceptation du rapport de la commission technique d'analyse des projets).

Le titulaire a remis au sein de son offre un calendrier détaillé d'exécution des différentes étapes (Annexe 2 à l'acte d'engagement). Il est engagé contractuellement par ces délais.

2.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du CHGR, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-PI.

En outre, le CHGR peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à l'exécution du marché.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS DU MARCHE

3.1 L'établissement partie

L'établissement partie désigne nommément la personne qui assure la conduite des prestations dès la notification du marché au titulaire.

3.2 Le titulaire

Le Titulaire désigne nommément, dès la notification du marché, la personne qui assure la conduite des prestations. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution des prestations. A ce titre, le Titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-PI.

Le Titulaire est tenu d'exécuter personnellement et en toute indépendance la mission qui lui est confiée.

Il respecte la composition de l'équipe telle que définie dans son mémoire technique.

3.3 La co-traitance

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le mandataire du groupement représente jusqu'à la fin du marché public l'ensemble des opérateurs économiques vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché public.

3.4 La sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du code de la commande publique.

Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché public doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement à l'établissement partie, et ce avant tout commencement d'exécution.

A ce titre, il doit notamment fournir les pièces suivantes : acte spécial de sous-traitance (DC4), formulaire DC2 (déclaration du sous-traitant), attestations fiscales et sociales.

La personne habilitée à engager l'établissement partie peut alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Lot 1 :

- 1) L'acte d'engagement et ses annexes :
 - a. Annexe n°1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - b. Annexe n°2 : Calendrier des différentes phases de la mission ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - a. Annexe n°1 : Plan du site principal et emprise du projet ;
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles) ;
- 5) Le mémoire technique du titulaire.

Lot 2 :

- 1) L'acte d'engagement et ses annexes :
 - a. Annexe n°1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - b. Annexe n°2 : Calendrier des différentes phases de la mission ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques particulières et son annexe :
 - a. Annexe n°1 : Plan du site principal et emprise du projet ;
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles) ;

5) Le mémoire technique du titulaire.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les éventuels ordres de services.

ARTICLE 5 - LIVRABLES DU MARCHE PUBLIC

Il convient de se rapporter au CCTP de chaque Lot ainsi qu'aux articles 7, 8 et 9 du présent CCAP.

ARTICLE 6 - MODIFICATIONS/ARRET DES PRESTATIONS

6.1 Modifications des prestations

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

6.2 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le représentant du CHU de Rennes se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché public à l'issue de chacune des phases.

Dans ce cas, le représentant du CHU de Rennes notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Le marché public est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

Les phases accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnité au titulaire.

ARTICLE 7 - ORGANISATION ET SUIVI

7.1 Réunion de cadrage

Dans un délai maximum de trente (30) jours après notification du marché public, une réunion entre le Titulaire et le représentant du CHGR est organisée pour le lancement du projet.

La réunion fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le Titulaire et diffusé à l'établissement partie dans les cinq (5) jours calendaires suivants la réunion.

7.2 Autres réunions

Le Titulaire et/ou l'établissement partie organisent également toutes réunions nécessaires lors de chaque phase.

Le Titulaire a l'obligation de participer à chacune des réunions prévues auxquelles il est convié.

Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu rédigé par le Titulaire et diffusé à l'établissement partie dans les cinq (5) jours calendaires suivants la réunion.

7.3 Déplacements

Les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail et de restitution des travaux sont inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par le Titulaire et intègrent tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration.

ARTICLE 8 - **CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

8.1 Ordres de service

Le marché public peut faire l'objet d'ordres de service.

L'ordre de service est la décision émanant de la personne dûment habilitée par l'établissement partie qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations constituant l'objet du marché public.

Les ordres de services sont numérotés, datés et signés par l'établissement partie. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, si, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de l'ordre de service par le Titulaire, l'établissement partie n'a pas reçu de réserves de la part du Titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans l'ordre de service.

8.2 Remise des livrables

Les livrables sont remis à l'établissement partie pour vérification et décision après vérification.

Les documents élaborés pour chaque phase par le titulaire sont transmis à l'établissement partie dans les formes prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI et selon les modalités suivantes :

- Documents finaux et intermédiaires énumérés aux comptes des livrables :
 - 3 exemplaires sur support papier,
 - 1 exemplaire clé USB,
 - 1 support informatique. Les fichiers informatiques fournis par courrier électronique seront modifiables et adaptables au format Office 2007 (Word, Powerpoint et Excel).
- Ordres du jour, comptes rendus de réunions énumérés aux comptes des livrables : 1 exemplaire électronique pour chaque participant.
- Autres documents : 1 exemplaire électronique pour chaque participant.

8.3 Lieu de livraison des livrables

Les livrables papiers sont remis au Centre Hospitalier Guillaume Régnier (CHGR) à l'adresse suivante :

Direction du Patrimoine, des Travaux et de la Sécurité (DPTS) – 3 exemplaires
108 Avenue du Général Leclerc
35708 RENNES

Les livrables électroniques sont transmis à l'adresse électronique suivante :

direction.travaux@ch-guillaumeregnyier.fr

8.4 Transport

Le transport est effectué par le Titulaire ou son mandataire.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-PI, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au Titulaire selon le moyen de transport qu'il a choisi.

Frais de transport : Les livrables sont livrés au point de livraison (article 8.3 ci-avant), **franco de port**. Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses fournitures dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 29 et par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision du Maître d'Ouvrage portant admission, ajournement, admission avec réfaction ou rejet des documents d'études constituant les phases « I » et « II », doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la date de remise des documents d'études au Maître d'Ouvrage.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai indiqué ci-dessus, l'admission tacite prend effet au terme de ce délai.

Par dérogation à l'article 29.2.1 CCAG-PI, en cas d'ajournement et de rejet, le programmiste dispose d'un délai de 8 jours pour présenter ses observations, le maître d'ouvrage dispose de deux semaines pour donner son avis, après présentation par le programmiste des documents modifiés.

ARTICLE 10 - TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété des documents rédigés dans le cadre du présent marché public est réalisé par leur admission et conformément à l'article 16 ci-après.

ARTICLE 11 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

11.1 Forme des prix

Il s'agit d'un marché public traité à prix global et forfaitaire. Le prix comprend tous les frais afférents à l'exécution des prestations.

11.1 Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres finales (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant à la DPGF.

11.2 Variation des prix

Formules de révision des prix

La révision est effectuée par application d'un coefficient au prix du marché. Les prix seront révisés selon les modalités ci-dessous :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 \frac{I_m}{I_0})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix indiqué à la remise de l'offre

I_m et I₀ sont les valeurs prises par l'index ingénierie (Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 Identifiant 001711010) respectivement au mois m d'exécution des prestations et au mois Mo d'établissement des prix du marché.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'article 2.2 du présent CCAP, l'indice utilisé sera celui connu à l'achèvement de la phase.

Le cas échéant pour d'autres missions, l'indice utilisé sera celui connu le mois de la demande de paiement.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

En cas de modification ou de remplacement d'un indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon le coefficient de raccordement publié et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple d'un indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

En cas de modifications des prestations du marché, par avenant, la formule de révision est celle définie dans le marché de base.

Clauses limitatives :

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 3% par an.

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant le prix global et forfaitaire initial avec le prix révisé.

ARTICLE 12 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

12.1 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront transmises sur CHORUS PRO et ne doivent pas être doublées de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est **DPT**.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement partie, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Les demandes de paiement comporteront les indications suivantes :

- nom et adresse du Titulaire,
- date de la facture
- numéro de compte bancaire ou postal (RIB ou RIP) tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- numéro et date du marché public, (les factures non référencées seront systématiquement retournées à leur auteur),
- Prestation effectuée (service fait),
- taux et montant de la T.V.A.,
- montant total des prestations effectuées.

12.2 Conditions de règlement

12.2.1 Mode et délai de paiement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'admission des prestations, à compter de la date d'admission de celles-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11,1° du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par l'établissement partie jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 12.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

12.2.2 Comptable

Le Comptable Assignataire est :

Trésorerie Hospitalière de Rennes
2 Rue Henri Le GUILLOU
35033 RENNES CEDEX 9

12.2.3 Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à l'établissement partie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

12.2.4 Nantissement

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

12.2.5 Retenue de garantie

Sans objet.

12.2.6 Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-PI.

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

Si elle est supérieure à douze mois, le montant de l'avance sera égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

12.2.7 Acomptes

La demande de versement d'acompte se fera par l'établissement d'un état récapitulatif pour la mission considérée, de l'ensemble des prestations effectuées par le titulaire du marché depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission (phases définies ci-avant) et la somme à laquelle il prétend. Les prestations incluses dans les éléments constitutifs de la mission ne peuvent faire l'objet d'un règlement complet qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le Maître d'Ouvrage

12.2.8 Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse au Maître d'Ouvrage une demande de solde sous forme de projet de décompte final. Celui-ci sera établi déduction faite des acomptes précédemment versés.

ARTICLE 13 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

13.1.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité,
V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard,
et R = le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

Les pénalités de retard ne s'appliquent pas quand les jours de retard sont imputables à l'établissement partie. Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

13.1.2 Pénalités diverses

Par ailleurs,

- Toute absence du titulaire aux réunions ayant donné lieu à une convocation émise par le maître d'ouvrage donnera lieu à une pénalité forfaitaire de 150 € sans mise en demeure (le titulaire sera considéré absent

s'il est représenté à ces réunions par une personne insuffisamment informée du suivi de l'exécution des prestations),

- En cas de non-respect de toute autre obligation définie au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par manquement constaté,
- Dans l'hypothèse où la procédure d'admission des prestations prévue à l'article 9 ci-dessus aboutirait au prononcé de deux ajournements successifs pour un même document, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 150 € par jour.

ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

14.1 Relatives à l'objet du marché public

Le Titulaire apporte son conseil et son assistance à l'établissement partie, non professionnel, pour toutes questions et problèmes afférents aux prestations relevant du présent marché public.

Le Titulaire reconnaît avoir reçu de l'établissement partie les indications générales dont il a besoin pour exécuter le marché. Le Titulaire s'engage et est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité. Il ne peut se prévaloir vis-à-vis de l'établissement partie du caractère erroné, contradictoire ou incomplet de ces documents et plus généralement de tous les documents et études de toute nature, relatifs notamment aux caractéristiques du terrain ou du projet.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

14.2 Relatives à la composition de son équipe

Le Titulaire s'engage à remplacer tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché public qui viendrait à être défaillant dans un délai de 15 jours en dérogation de l'article 3.4.3 du CCAG PI. Le remplaçant proposé doit avoir un niveau au moins égal à celui auquel il succède et aucun remplacement ne pourra donner lieu à un changement du prix des prestations.

Tout changement dans l'équipe est soumis pour approbation au CHU de Rennes, préalablement à toutes interventions. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, les remplaçants n'ont pas à être nommément désignés pour être soumis à l'approbation de l'établissement partie concerné.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'établissement partie concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de la demande de changement dans l'équipe.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'établissement concerné ne le récuse pas, en dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la communication.

Si l'établissement partie récuse le remplaçant, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, de 1 semaine pour désigner un autre remplaçant et en informer l'établissement partie concerné.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le CHU de Rennes pourra résilier le marché public sans indemnisation du titulaire et sans mise en demeure en cas de désapprobation de la nouvelle équipe dans sa totalité ou de l'une ou plusieurs personne(s) seulement.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives réglementaires applicables aux prestations objet du présent marché public.

Dans le cadre de sa mission de conseil vis à vis de la personne publique sur tous les aspects fonctionnels, techniques, méthodologiques et financiers, le Titulaire est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché public.

14.3 Relatives aux changements affectant le titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, à l'établissement partie tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que l'établissement partie ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées à l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société ou concernant le statut de la société et dont l'établissement partie concerné n'aurait pas eu connaissance.

14.4 Relatives au comportement du personnel du titulaire

Le personnel mis à disposition par le Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement partie concerné. En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans l'enceinte de l'établissement,
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté,
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché public, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

14.5 Relatives à l'envoi régulier des documents fiscaux

Pendant la durée totale d'exécution du marché, le titulaire du marché devra fournir dans la quinzaine précédant chaque échéance semestrielle du marché, l'ensemble des pièces définies ci-dessous.

<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ la production d'un extrait du registre pertinent, tel que par exemple : extrait K K bis ou D1 datant de moins de 3 mois ; ○ la production d'un devis, d'un document publicitaire ou d'une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le N° d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant l'absence en cas d'exclusion ; ○ la production d'un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
<input checked="" type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation délivrée par l'administration ou l'organisme compétent prouvant que les obligations sociales ont été satisfaites : <ul style="list-style-type: none"> ○ Attestation de vigilance : attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois (articles D.8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de la sécurité sociale), <u>datant de moins de 6 mois</u>. Le CHGR s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale. ○ Attestation de régularité fiscale, <u>datant de moins de 6 mois</u>.

	NB : lorsque le candidat est établi à l'étranger, il produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine d'établissement;
<input checked="" type="checkbox"/>	La pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés qui sont soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 15 - **OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite de l'établissement partie concerné, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au marché public, et en aviser sans délai l'établissement partie de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation de l'établissement partie les dispositions qu'il prend à cet effet.

Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant l'établissement partie, son organisation et ses procédures ne peut se faire sans l'accord écrit de celui-ci.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rennes peut résilier le marché public aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 16 - **PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Il est dérogé aux articles 32 à 35 du CCAG-PI.

16.1 Définitions

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les signes distinctifs, les rapports, les études et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété artistique.

Les droits de propriété artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Les « tiers désignés dans le marché » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du Marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l'établissement partie pour l'utilisation des résultats.

La liste de ces tiers désignés figure dans les documents particuliers du Marché.

16.2 Utilisation des résultats et propriété intellectuelle

16.2.1 Etendue de la cession

Le titulaire cède, à titre exclusif, à l'établissement partie le droit de représentation et de reproduction de tout ou partie des plans, études, avant-projet, esquisses, croquis, maquettes et de toutes autres éventuelles créations réalisées dans le cadre de l'exécution du présent Marché ci-après dénommées « les Créations » sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, internet dont les applications mobiles, vidéographique, cinématographique, exposition, etc.).

Par « Créations » on désigne notamment :

- Les créations et les conceptions nées de l'exécution du Marché quel qu'en soit le support (rapports, esquisses, compte-rendu, plans et graphiques, toutes propositions et éléments architecturaux, photographies, analyses, relevés, illustrations, dessins etc.) ;
- La signalétique (incluant notamment les prototypes de titre et sous-titre, des panneaux, des textes des murs d'entrée et de sortie) ;
- Tous éléments architecturaux (son, audiovisuel), le choix des matériaux, des couleurs, principes de graphisme, principes et choix des éclairages... ;
- Les documents et dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, le dossier de sécurité, les prototypes, maquettes, esquisses, illustrations, recherches graphiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;
- Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent Marché.

Le titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation des Créations en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective, de collaboration ou composite, sous réserve du respect du droit moral du Titulaire ainsi que le droit de faire traduire les Créations et leurs adaptations en toutes langues et de reproduire ladite traduction sur tout support, connu ou inconnu à ce jour.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

16.2.2 Exploitations

La présente cession est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par l'établissement partie et/ou ses Partenaires ;
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations dans le cadre d'applications mobiles gratuites ou payantes ;
- La reproduction et la représentation sur tout support (notamment électronique, informatique, numérique, télématique ou encore papier) destiné à être diffusé en vue du développement des publics de l'établissement partie et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'établissement partie et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe de l'établissement partie concerné et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'établissement partie et/ou par ses Partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (espaces de bureaux, ateliers...) ;
- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux de l'établissement partie et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'établissement partie concerné et/ou de ses Partenaires ;

- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique ;
- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations, dans le cadre de conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein de l'établissement partie concerné ou des locaux de ses Partenaires, et notamment au sein d'auditoriums ou espaces de bureaux ;
- La reproduction et la représentation de tout ou partie des Créations par tout moyen dans le cadre et pour les besoins de projets éditoriaux et d'opérations publicitaires ;
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, tout ou partie des différents éléments des Créations en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie ;
- La reproduction et la représentation des Créations sur tous produits dérivés destinés à être commercialisés ou offerts à titre promotionnel, (incluant, sans s'y limiter : les articles souvenirs, articles de bureaux, papeterie, cartes postales, affiches, jeux, reproductions d'œuvres, vêtements, maroquinerie, parfums, produits d'art, bijoux...);
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques ;
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus ;
- L'archivage ;
- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres de l'établissement partie, dans le cadre de ses activités et missions.

16.2.3 Cession à un tiers

Il est convenu que l'établissement partie pourra non seulement exploiter lui-même les Créations mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent Marché.

16.2.4 Rémunération

La présente cession est consentie gracieusement par le Titulaire à l'établissement partie, le titulaire déclarant en être désintéressé au regard de sa rémunération forfaitaire au titre du présent marché.

16.2.5 Garanties

Le titulaire garantit à l'établissement partie une jouissance paisible des droits cédés sur les Créations. Il garantit notamment l'établissement partie contre toute réclamation, revendication, recours ou action émanant d'un tiers quel qu'il soit.

16.2.6 Droit moral

L'établissement partie s'engage à faire figurer le nom du Titulaire sur tous les supports reproduisant ou représentant les Créations dans la mesure où cela est matériellement possible.

ARTICLE 17 - ASSURANCE

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande de l'établissement partie concerné, d'une assurance professionnelle garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels de l'établissement partie concerné, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;

- du fait de l'exécution du marché avant et après admission des prestations.

A défaut de fourniture, dans les délais impartis, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 100 €HT, pourront être appliquées sur simple constatation.

A défaut de fourniture, dans les délais impartis, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18 - EXECUTION PAR DEFAUT

En application de l'article 27 du CCAG PI, il peut être pourvu par l'établissement partie à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de retard ou de non réalisation de la prestation.

L'établissement partie, en cas de manquement du titulaire, et après mise en demeure de remédier aux dysfonctionnements sous le délai fixé dans le courrier de mise en demeure, resté sans suite, peut faire intervenir toute autre société aux frais du titulaire du présent marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire du marché. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

L'établissement partie peut décider de différer tout ou partie de règlement du marché, ou de le réduire.

ARTICLE 19 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 36 à 42 du CCAG-PI sont applicables au présent marché public.

En cas de résiliation, le Titulaire doit à l'établissement partie une copie de l'intégralité des données confiées conformément à l'article 31 du CCAG PI.

ARTICLE 20 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, l'établissement partie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux Article R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-PI
Article 4	Article 4.1
Article 9	Article 28.2 et article 29.2.1
Article 13	Article 14.1.1 et 14.1.2 et 14.1.3
Article 14.2	Article 3.4.3 et 39
Article 16	Articles 32 à 35